

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasília
Aout-septembre 2026

Agenda politique

Élections de 2026 : ce que les candidats proposent pour l'agro-industrie

Au cours des dernières années, l'agro-industrie brésilienne a évolué dans les domaines de la technologie, de l'intelligence artificielle et de la bioénergie, mais fait face à des défis tels que des phénomènes météorologiques extrêmes, un accès au crédit restreint, des coûts élevés et des infrastructures défaillantes. Les cinq principaux candidats à l'élection présidentielle ont présenté leurs programmes pour le domaine de l'agroalimentaire. Ces programmes incluent des propositions de crédit rural, de stockage, de transport, d'irrigation, d'engrais, d'agriculture familiale, de recherche et d'environnement.

Flávio Bolsonaro (PL) propose d'étendre l'assurance rurale, l'irrigation et les capacités de stockage. Outre ces mesures, son programme présente des propositions visant la régularisation foncière, la production d'engrais et la mise en place de corridors logistiques. **Luiz Inácio Lula (PT)** propose d'étendre le crédit et l'assurance rurale. De plus, le programme présente des mesures en faveur de l'agriculture familiale, de l'adaptation au changement climatique, de la recherche agricole, des exportations et de la sécurité alimentaire. (Article [ici](#)).

Les élections placent les politiques d'agriculture familiale au centre des choix des électeurs

Selon la chercheuse Cátia Grisa (UFRGS), les élections détermineront en partie les priorités, les budgets et les politiques rurales des prochaines années. Il est donc important d'examiner les programmes et les trajectoires des candidats concernant le crédit agricole, l'assistance technique, les infrastructures, la commercialisation et l'agro-industrialisation. Les politiques d'achat public et d'alimentation scolaire sont également présentées comme des leviers essentiels pour soutenir les producteurs familiaux et renforcer la sécurité alimentaire. L'article établit par ailleurs un lien entre agriculture familiale, lutte contre le changement climatique et résilience face aux événements climatiques extrêmes. Il souligne que ces enjeux dépassent le monde rural, puisque l'agriculture familiale participe à l'approvisionnement alimentaire des villes, à la diversité des produits et au développement des économies locales. L'article rappelle enfin que les politiques publiques agricoles ont des effets concrets sur les revenus et les conditions de vie des agriculteurs, notamment à travers le crédit, l'assurance et les dispositifs sociaux. Les électeurs sont donc invités à comparer les positions des candidats et de leurs partis sur ces différents sujets. (Article [ici](#)).

Commerce

Les accès portuaires pèsent sur les coûts et la compétitivité du secteur agricole

En février 2026, des files de camions atteignant 40 km sur la route BR-163, en direction du port de Miritituba (Pará), ont mis en évidence les goulots d'étranglement logistiques qui affectent l'acheminement de la récolte de soja du Centre-Ouest. L'insuffisance des infrastructures et le manque d'intégration entre routes, chemins de fer et voies navigables entraînent une hausse des coûts de transport, augmentent les risques de détérioration des marchandises et compliquent le respect des délais de livraison. Au plus fort de la récolte, la concentration du trafic de camions, combinée aux pluies, au mauvais état des routes, aux accidents et aux contrôles, aggrave les congestions. Les représentants du secteur appellent à des investissements urgents dans les infrastructures et à une meilleure intégration des différents modes de transport. (Article [ici](#)).

La Chine demande à participer à la procédure engagée par le Brésil à l'OMC contre les droits de douane américains

La demande de consultations présentée par le Brésil à l'OMC concernant deux surtaxes imposées par l'administration américaine de Donald Trump aux exportations brésiliennes pourrait compter un nouveau participant. Début août, la Chine a demandé à l'OMC de pouvoir intervenir en tant que partie intéressée dans les consultations entre le Brésil et les États-Unis. Dans sa demande, la Chine affirme avoir « un intérêt commercial substantiel dans ces consultations ». Selon le document, les mesures pourraient également avoir une incidence sur les exportations chinoises, dans la mesure où les discussions sont susceptibles d'affecter les conditions de concurrence de ses produits sur le marché américain. « *La Chine demande donc respectueusement à être*

autorisée à participer aux consultations dans le cadre de ce différend », indique un autre document lié à la procédure. Les États-Unis ont répondu à la demande de consultations du Brésil. Dans une démarche procédurale, Washington a indiqué « *accepter la demande du Brésil d'engager des consultations* » et précisé que ses représentants étaient « *disponibles pour s'entretenir avec les représentants de la mission brésilienne à une date qui conviendra aux deux parties pour la tenue des consultations* ». (Article [ici](#)).

Face aux restrictions de l'UE et au quota chinois sur la viande bovine, le Brésil se tourne vers le Japon, la Corée du Sud et le Canada

Face à l'épuisement du quota d'importation chinois exempté de droits de douane et aux restrictions de l'Union européenne sur les produits brésiliens d'origine animale, l'industrie brésilienne de la viande bovine cherche à renforcer sa présence sur de nouveaux marchés internationaux. Le Japon, la Corée du Sud et le Canada figurent parmi ses principales cibles. Le secteur mise notamment sur l'aboutissement des négociations commerciales entre le Mercosur et ces trois pays, qui se trouvent à des stades avancés. L'accès de la viande brésilienne à ces marchés dépend toutefois encore d'accords sur les plans politique, économique et sanitaire. Le Brésil a reçu en août une mission sud-coréenne chargée d'évaluer les conditions sanitaires des abattoirs brésiliens, une étape importante en vue de l'ouverture du marché sud-coréen. Ce dossier constitue une priorité dans les relations commerciales bilatérales et avait notamment été abordé lors de la visite du président sud-coréen à Brasília fin juillet. (Article [ici](#)).

Volailles : la barrière européenne aux antibiotiques fait plonger l'indice FAO

L'indice FAO des cours mondiaux de la volaille a chuté de 7,2 points (5,8 %) entre

juin et juillet, ce que l'organisation onusienne attribue principalement, selon son commentaire, à la baisse des cotations au Brésil, les exportateurs étant dans « *l'incertitude quant au futur accès au marché de l'Union européenne, liée aux exigences en matière d'utilisation d'antimicrobiens* ». Comme l'analyse l'Organisation pour les Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, cette incertitude « *a renforcé l'idée que les produits à plus forte valeur ajoutée pourraient être réorientés vers d'autres marchés, ce qui intensifierait probablement la concurrence et pèserait sur les prix* ». Pour rappel, le Brésil a été exclu le 12 mai de la liste des pays tiers autorisés à exporter des produits animaux vers le marché européen dans le cadre du règlement relatif à l'usage des antibiotiques vétérinaires (EU 2019/6). Cette exclusion est entrée en vigueur le 3 septembre. En juillet, le Brésil a vendu 36,8 millions de tonnes (Mt) de poulet dans l'UE, sur un total de 519,2Mt, selon l'association ABPA (industriels brésiliens des protéines animales, viandes blanches et œufs). (Article [ici](#)).

Trump ordonne l'augmentation temporaire des importations de viande bovine maigre et le Brésil pourrait obtenir jusqu'à 40 % de ce nouveau quota

La Maison-Blanche affirme que l'objectif est d'augmenter l'offre et de contenir les prix de la viande hachée pour les consommateurs américains. Le président des États-Unis, Donald Trump, a signé mardi 26 août une proclamation qui augmente temporairement la quantité de morceaux maigres de viande bovine pouvant être importés sans tarif supplémentaire au-delà du quota. Cette augmentation s'applique pendant 90 jours, à partir du 1^{er} septembre 2026, et permettra l'entrée de 100 000 tonnes par mois. Suite à cette annonce, il apparaît que les abattoirs brésiliens pourraient fournir entre 90 000 et 120 000 tonnes sur les 300 000 tonnes dont Donald Trump a autorisé l'importation. Le nouveau quota d'importation pourrait ainsi garantir

au Brésil jusqu'à 40 % du volume supplémentaire que les Américains prévoient d'acheter au cours de la période. (Articles [ici](#) et [ici](#)).

Le Brésil atteint son quota d'exportation de viande bovine vers la Chine, les nouvelles expéditions seront surtaxées mais Lula affirme que l'Uruguay a cédé au Brésil une partie de son quota

Le Brésil a atteint son quota annuel d'exportation de viande bovine vers la Chine, fixé à 1,106 million de tonnes, a confirmé mardi 29 septembre le ministère brésilien de l'Agriculture et de l'Élevage (Mapa), après notification de l'Administration générale des douanes chinoises (GACC). Le ministère chinois du Commerce (Mofcom) devant officialiser la mesure. Le quota annuel ayant été intégralement atteint, les nouvelles expéditions sont soumises à une surtaxe de 55 %. Dans la limite du quota, la viande bovine brésilienne est soumise au droit de douane habituel de 12 % ; au-delà, le taux total atteint donc 67 %, un niveau qui, selon les acteurs du marché, rend les exportations non viables. À partir de janvier 2027, le quota accordé au Brésil sera porté à 1,128 million de tonnes. Lors d'une visite à New York, le président Lula a toutefois déclaré que l'Uruguay aurait accepté de transférer une partie de son quota d'exportation au Brésil. Contactée, l'Association brésilienne des industries exportatrices de viandes (ABIEC) a jugé positive toute initiative pouvant élargir l'accès de la viande bovine brésilienne au marché chinois. (Articles [ici](#) et [ici](#)).

Economie

Le PIB brésilien progresse de 0,5 % au T2 2026, tiré par l'agriculture

Le PIB a progressé de 0,5 % au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent, conformément aux attentes du marché, et de 2 % sur un an. Au premier

semestre, la croissance atteint 1,9 % par rapport à la même période de 2025. Du côté de l'offre, l'agriculture a enregistré la plus forte progression (+2,8 %), devant les services (+0,2 %) et l'industrie (+0,1 %). Le PIB s'est établi à 3,4 T BRL au deuxième trimestre. (Article [ici](#)).

L'agro-industrie a reculé de 2,9 % en juillet **Un indicateur de la FGV Agro montre un** **recul dans la majorité des segments par** **rapport à 2025**

La production de l'agro-industrie a enregistré une contraction de 2,9 % en juillet 2026 par rapport au même mois de l'année précédente, dans le sillage du recul de l'activité de l'industrie brésilienne dans son ensemble. Cette donnée provient de l'Indice de production agro-industrielle (PIMAgro), élaboré par le Centre d'études sur l'agrobusiness de la FGV (FGV Agro). Selon la FGV Agro, ce résultat s'explique par les taux d'intérêt élevés et par l'épuisement du modèle de croissance tiré par la consommation des ménages. Le recul a été généralisé dans les différents segments agro-industriels, à quelques exceptions près. (Article [ici](#)).

L'industrie des intrants agricoles anticipe **une reprise lente malgré la baisse des taux** **et la hausse des prix agricoles**

La baisse des taux d'intérêt et la hausse des cours agricoles améliorent les perspectives du marché, mais l'industrie des intrants anticipe une reprise encore lente de l'agrobusiness brésilien. Des dirigeants du secteur soulignent notamment le niveau élevé d'endettement des producteurs et des ressources du Plan Safra inférieures aux attentes. Si certains acteurs observent le début d'un cycle plus favorable, Syngenta estime que le poids de l'endettement devrait freiner la reprise. Selon Corteva, la crise pourrait encore durer jusqu'à 36 mois, continuant ainsi de peser sur les agriculteurs et l'industrie des intrants. (Article [ici](#)).

Le Sénat approuve un programme de **soutien à la production d'engrais**

Le Sénat a approuvé mardi 11 août un projet de loi créant un programme de financement destiné à soutenir l'industrie des engrais, dans un contexte marqué par la guerre au Moyen-Orient. La rapporteure du texte au Sénat, Tereza Cristina (PP-MS), a supprimé la disposition adoptée par la Chambre des députés qui prévoyait 10 Md BRL (1,9 Md d'euros) de subventions entre 2027 et 2031, ainsi que la création d'un fonds spécifique pour le secteur. Il a été renvoyé au gouvernement fédéral la responsabilité de déterminer le montant des crédits accordés. La sénatrice a justifié cette modification par l'impossibilité d'évaluer à ce stade le coût budgétaire du dispositif pour les prochaines années. Les ressources consacrées au programme seront ainsi définies chaque année en fonction des disponibilités budgétaires et financières.

Le gouvernement brésilien prépare ainsi plusieurs mesures de soutien à l'industrie des engrais dans un contexte de hausse des prix des intrants liée notamment à la guerre en Iran.

Le secteur de son côté demande la mise en place d'un programme de subventions de 2 Md BRL (390 millions d'euros) sur trois mois afin de maintenir des prix abordables pour les agriculteurs, notamment face aux perturbations du marché du soufre, dont environ 60 % de la production mondiale transite par le détroit d'Ormuz. Parallèlement, le vice-président Geraldo Alckmin a annoncé que 4 Md BRL (780 millions d'euros) du programme Brasil Soberano III seront destinés au secteur des engrais. Le gouvernement prévoit également la promulgation prochaine du Profert, programme qui doit soutenir la production nationale grâce à des financements et porter progressivement la part minimale d'engrais brésiliens de 2 % en 2027 à 10 % en 2037. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Malgré le ralentissement du secteur agricole, les fabricants de machines prévoient de poursuivre leur expansion au Brésil

Malgré la baisse des ventes de machines agricoles, liée notamment à la concurrence chinoise et à la dépréciation du dollar, plusieurs fabricants étrangers implantés au Brésil prévoient de doubler leur activité au cours des cinq prochaines années et annoncent de nouveaux investissements dans leurs capacités de production et leurs réseaux de distribution. Fendt, arrivée dans le pays en 2019, prévoit de faire passer son nombre total de magasins de 33 à 70 - JCB investira 500 millions de reais (96 millions d'euros) pour doubler ses ventes, et New Holland installe au Brésil une ligne de production pour servir l'Amérique latine. Selon l'association professionnelle Abimaq, les ventes de machines et équipements agricoles ont reculé de 17,9 % au cours des quatre premiers mois de l'année, à 17,07 Md BRL (3,3 milliards d'euros). Les projets d'investissement du secteur restent néanmoins soutenus par les perspectives de croissance à long terme de l'agriculture au Brésil et, plus largement, en Amérique latine. Selon les estimations de l'IBGE publiées en mai, la récolte brésilienne de céréales devrait atteindre 353 millions de tonnes, soit 6,9 millions de plus que l'année précédente. À titre de comparaison, elle s'élevait à environ 150 millions de tonnes il y a quinze ans. (Article [ici](#)).

Filières

Pourquoi le prix des céréales augmente-t-il sur le marché international, et quelles conséquences pour le Brésil ?

La hausse de la demande et des problèmes d'offre font grimper les cours sur le marché international, tandis que le Brésil entame la plantation d'une nouvelle récolte avec des attentes de record. Les prix du soja, du maïs et du blé sont repartis à la hausse sur le

marché international, précisément au moment où le Brésil commence à planter une nouvelle récolte, avec une perspective de récolte record. Cette évolution améliore les références de vente après une période de marges serrées dans les campagnes, et survient à un moment où la croissance de la consommation réduit une partie de la marge laissée par les récoltes abondantes. Dans le cas du soja, la hausse des prix reflète l'augmentation de la demande. Pour le maïs, la production des États-Unis a diminué, tandis que la consommation est restée élevée. Quant au blé, des problèmes d'offre et des restrictions sur le commerce via la mer Noire soutiennent les cours. (Article [ici](#)).

Les abattages de bovins, de poulets et de porcs ont battu un record au deuxième trimestre

La production d'œufs et la collecte de lait cru ont également augmenté sur la même période. L'abattage de bovins au Brésil au deuxième trimestre a totalisé 10,721 millions de têtes, en hausse de 1,3 % par rapport au deuxième trimestre 2025. Par rapport au premier trimestre de cette année, la hausse a été de 4 %. Ces informations figurent dans les Enquêtes trimestrielles sur l'abattage d'animaux, le lait, le cuir et la production d'œufs de poule, publiées mardi 15 septembre par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE). (Article [ici](#)).

JBS et Viva unissent leurs opérations et créent un géant capable de traiter plus de 20 millions de cuirs par an

La nouvelle entreprise sera détenue à parts égales par les deux groupes et réunira une partie des activités de cuir des deux sociétés ; l'accord définitif a été signé mardi 15 septembre. JBS renforce encore sa position sur le marché du cuir, un secteur où l'entreprise dispose déjà d'une forte présence mondiale. L'entreprise a conclu un accord avec Viva Holding pour créer JBS Viva, une nouvelle société qui réunira une partie des opérations de cuir des deux

groupes et disposera d'une capacité de traitement de plus de 20 millions de cuirs par an, selon les entreprises. La nouvelle société comptera 31 usines et plus de 11 000 employés, répartis entre le Brésil, l'Italie, l'Uruguay, l'Argentine, le Mexique et le Vietnam. (Article [ici](#)).

Agriculture et environnement

L'Embrapa présente aux candidats des propositions en faveur d'une agriculture durable

L'Embrapa a publié des recommandations en matière de politiques durables pour le secteur agricole, ainsi que des propositions de priorités destinées aux candidats aux fonctions législatives et exécutives lors des élections d'octobre. Fondée sur des données scientifiques, la publication préconise notamment d'accroître et de pérenniser les investissements dans la science, la technologie, l'innovation et l'inclusion socio-productive. Le document intitulé [Agenda stratégique pour l'agriculture du Brésil : contributions de la recherche et de l'innovation](#) est disponible sur le site de l'Embrapa, organisme rattaché au ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Les experts de l'Embrapa considèrent que l'agriculture occupe une place stratégique pour le Brésil, compte tenu de sa contribution à l'économie et à la sécurité alimentaire, ainsi que des enjeux liés à l'adaptation au changement climatique, à la transition énergétique et au développement territorial. Selon les auteurs, ces propositions peuvent contribuer à l'élaboration des programmes gouvernementaux et des initiatives législatives concernant le secteur agricole. (Article [ici](#)).

Le Brésil s'engage à restaurer 16,3 millions d'hectares d'ici 2030

Le Brésil a présenté son objectif volontaire de neutralité en matière de dégradation des terres (LDN) à l'horizon 2030, qui

prévoit la restauration de 16,3 millions d'hectares de terres dégradées.

Les actions porteront notamment sur la restauration de la végétation native, le développement de systèmes agroforestiers ainsi que la récupération de zones protégées, de territoires autochtones et de bassins hydrographiques. L'objectif a été présenté par le ministre de l'Environnement, João Paulo Capobianco, lors de la COP17 de la Convention de l'ONU sur la lutte contre la désertification (UNCCD), en Mongolie. (Article [ici](#)).

Les systèmes agroforestiers prennent de l'ampleur et attirent déjà des milliards d'investissements

La possibilité d'un retour financier lié à l'atteinte d'objectifs environnementaux attire des entreprises telles que Patria, Natura et Courageous Land. Les systèmes agroforestiers (appelés SAF) ne sont pas une nouveauté, mais ils ont pris de l'importance ces dernières années et attirent désormais des milliards en investissements privés, visant un retour financier à long terme lié à des objectifs environnementaux. Jusque-là limités aux petites exploitations, les systèmes agroforestiers gagnent en envergure, avec des projets de plusieurs milliers d'hectares menés par de grandes entreprises, telles que Patria, Natura et Belterra. (Article [ici](#)).

Actualités sanitaires et phytosanitaires

Le gouvernement prépare un décret pour réglementer la loi sur les bio-intrants

L'objectif est d'affiner le concept et la classification des produits et de déterminer les procédures d'enregistrement des produits et des établissements de la filière des bio-intrants. Le gouvernement dispose déjà d'un avant-projet du décret qui réglementera la loi sur les bio-intrants et pourrait le publier prochainement, selon ce qu'a appris le journal Valor auprès de

sources proches de la discussion. Cette réglementation intervient plus d'un an et demi après la promulgation de la loi, en décembre 2024, et elle est attendue par le secteur productif. (Article [ici](#)).

Le gouvernement attend un audit européen sur la production de viande bovine pour débloquer les exportations :

Le gouvernement brésilien attend que l'UE réalise un audit sur place afin de vérifier les protocoles de prévention de l'usage inapproprié d'antimicrobiens dans la production de viande bovine au Brésil, étape nécessaire à la reprise des exportations vers le bloc. Les autorités européennes ont déjà confirmé leur intention de mener cette inspection, mais aucune date n'a encore été fixée avec le gouvernement brésilien. Cette démarche intervient après la suspension, début septembre, des importations européennes de certains produits d'origine animale en provenance du Brésil. (Article [ici](#)).

L'UE juge conformes les systèmes brésiliens de production de volaille et de miel aux exigences européennes

La Commission européenne a jugé satisfaisants les systèmes brésiliens de production de viande de volaille, de produits avicoles et de miel au regard des exigences européennes. Selon le ministère brésilien de l'Agriculture, le rapport final de l'audit conclut que le cadre réglementaire, les procédures, la formation des inspecteurs et les contrôles officiels permettent d'apporter les garanties requises par la législation européenne. La mission européenne, menée du 24 août au 4 septembre, a inspecté plusieurs établissements de production ainsi que des organismes officiels. Elle a notamment constaté l'interdiction de l'utilisation d'antimicrobiens comme promoteurs de croissance et de rendement. (Article [ici](#)).

Ouverture des marchés pour les produits brésiliens à Cuba et au Mexique

Les autorités sanitaires de Cuba et du Mexique ont communiqué au Brésil l'acceptation des exigences d'exportation des produits brésiliens vers leurs marchés respectifs. Vers Cuba, l'exportation de fruits frais : pomme, raisin, poire et orange est désormais autorisée. Tandis que le Mexique a autorisé l'exportation brésilienne de protéines bovines non hydrolysées (collagène). (Article [ici](#)).

La CNA réunit des diplomates pour discuter du système sanitaire des viandes du Brésil

La Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil (CNA) s'est réunie mercredi 16 septembre avec des représentants d'ambassades étrangères pour un dialogue technique et des éclaircissements sur la qualité et le système sanitaire brésilien du secteur des viandes. Selon un communiqué de l'entité publié jeudi 17 septembre, la réunion a permis de réaffirmer la sécurité sanitaire des produits d'origine animale, face aux nouvelles exigences de l'Union européenne en matière d'importations par le bloc. (Article [ici](#)).

Photo du mois : présentation par la Conab du bilan de la récolte 2025/26 et des prévisions pour 2026/27 – « les records se suivent »



PRODUIT	SUPERFICIE (milliers ha)			RENDEMENT (kg/ha)			PRODUCTION (milliers de tonnes)		
	Récolte 25/26	Récolte 26/27	VAR. %	Récolte 25/26	Récolte 26/27	VAR. %	Récolte 25/26	Récolte 26/27	VAR. %
	(a)	(b)	(b/a)	(c)	(d)	(d/c)	(e)	(f)	(f/e)
COTON - GRAINE	2 018,40	2 092,60	3,7	2 910	2 817	-3,2	5 874,20	5 894,50	0,3
COTON - FIBRE	2 018,40	2 092,60	3,7	2 053	1 986	-3,2	4 143,80	4 156,70	0,3
RIZ	1 516,70	1 529,80	0,9	7 303	7 032	-3,7	11 076,20	10 756,80	-2,9
HARICOT TOTAL	2 540,40	2 546,20	0,2	1 161	1 151	-0,9	2 950,00	2 930,80	-0,7
Haricot 1 ^{ère} récolte	793	808,4	1,9	1 228	1 192	-3	973,9	963,5	-1,1
Haricot 2 ^{ème} récolte	1 372,10	1 346,00	-1,9	955	939	-1,6	1 309,90	1 263,70	-3,5
Haricot 3 ^{ème} récolte	375,3	391,8	4,4	1 775	1 796	1,2	666,2	703,6	5,6
MAÏS TOTAL	22 600,50	23 702,40	4,9	6 372	6 244	-2	144 009,60	147 998,70	2,8
Maïs 1 ^{ère} récolte	4 100,70	4 540,50	10,7	7 191	7 071	-1,7	29 487,80	32 105,10	8,9
Maïs 2 ^{ème} récolte	17 824,90	18 484,00	3,7	6 291	6 126	-2,6	112 130,80	113 234,70	1
Maïs 3 ^{ème} récolte	674,9	677,9	0,4	3 543	3 922	10,7	2 390,90	2 658,90	11,2
SOJA	48 608,60	49 312,10	1,4	3 711	3 683	-0,8	180 406,60	181 639,70	0,7
AUTRES (sorgho, blé, ...)	6 165,90	6 165,90	-	2 822	2 822	-	17 400,90	17 400,90	-
BRESIL ⁽¹⁾	83 450,50	85 349,00	2,3	4 335	4 296	-0,9	361 717,50	366 621,40	1,4

Source: Conab.

Note: Estimation septembre 2026

(1) le total cumule les surfaces de récoltes successives, mais ne comptabilise qu'une seule fois le coton

La Compagnie nationale d'approvisionnement (Conab), opérateur de l'Etat fédéral sous tutelle du ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAPA) et du ministère du développement agraire (MDA) du Brésil, a publié mardi 15 septembre le bilan de la campagne agricole 2025/26 et les premières estimations pour la prochaine récolte 2026/27. Chacune de ces campagnes marque un record absolu à l'échelle de l'histoire agricole du pays. Les données collectées par la Conab pour la campagne 2025/26 confirment les prévisions de croissance de la production, déjà anticipées dans les enquêtes précédentes, et indiquent une production de 361,7 MT (hausse de 2,6 %, ou 9,2 MT, par rapport à 2024/25). La production brésilienne de grains (céréales et oléo protéagineux) pour la campagne 2026/27 pourrait atteindre 366,6 MT du fait d'une augmentation de la superficie cultivée, estimée à 85,3 Mha, qui compenserait une légère baisse attendue du rendement moyen des cultures, qui devrait passer de 4 335 kg/ha en 2025/26 à 4 296 kg/ha au cours de la campagne 2026/27, notamment du fait d'El Niño.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, chef du Service économique régional de Brasília

Rédaction : Pierre-Adrien ROMON, Bénédicte BENEULT - pôle agricole du SER de Brasília

Abonnez-vous : benedicte.beneult@dgtrésor.gouv.fr